Deux guerres mondiales - deux conceptions monétaires?

Autor(en): **Rossy, Paul**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **6 (1948)**

Heft 3

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-132798

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Deux guerres mondiales — deux conceptions monétaires ?

par Paul Rossy
Vice-président de la Direction générale
de la Banque nationale suisse

Les guerres sont, par nature, dévoratrices de richesses ; les guerres modernes avec leur caractère totalitaire réduisent à néant le bien-être des peuples. Elles sont de véritables cataclysmes pour l'économie et l'ordre social. Ces séismes ont fatalement de profondes répercussions, immédiates et médiates, sur la monnaie. La monnaie — l'argent — est un instrument qui intervient dans les échanges de biens, il sert de dénominateur commun de la valeur, puisque la valeur de toute chose s'exprime en unités monétaires. Les guerres entraînent non seulement une réduction de la masse des biens et absorbent la substance économique du monde ; elles troublent en même temps l'équilibre relatif qui règne entre les divers secteurs de l'économie, elles faussent plus ou moins gravement les relations de valeur entre les divers biens. De plus, les guerres ont pour effet inéluctable d'accroître la masse monétaire et cela précisément au moment où la masse des biens tend, non moins inéluctablement, à décroître. La masse monétaire augmente sous l'empire de la thésaurisation, sous celui des pressantes demandes d'argent de l'Etat qui doit faire face à une coûteuse préparation à la guerre.

Le recul de la production, faute d'approvisionnement et de bras (les meilleurs bras sont à l'armée), les soins apportés aux travaux de défense et d'armement ralentissent le rythme de la production normale et créent un état permanent de pénurie. Nous avons dit que ce phénomène de contraction économique se produit au moment où la masse monétaire s'accroît. Dans ces conditions, il est clair que la monnaie verra son pouvoir d'achat diminuer et que les prix tendront à la hausse. Les guerres faussent ainsi fatalement l'instrument de mesure de la valeur qu'est la monnaie. La baisse du pouvoir d'achat monétaire dénote un état de fièvre économique et malheureusement cette fièvre ne disparaît pas automatiquement à la cessation des hostilités.

Les répercussions des guerres sur la monnaie se poursuivent longtemps après les guerres. Leroy-Beaulieu, dans son « Traité de la science des finances », constatait déjà que les difficultés d'ordre monétaire n'atteignaient toute leur gravité que dans les périodes d'après-guerre. Sans remonter le cours des siècles, relevons le fait que depuis les guerres napoléoniennes jusqu'à 1914, le monde a connu un mécanisme monétaire fonctionnant à merveille. A l'issue de la première guerre mondiale, on a tenté de le restaurer, au moins partiellement. La deuxième guerre mondiale lui a porté un rude coup, dont il se relèvera, souhaitons-le, sans trop tarder.

Le mécanisme des paiements internationaux d'avant 1914 a fonctionné dès 1845 sans accrocs graves. Il assurait la circulation des richesses et des hommes dans un monde certes divisé politiquement, mais dans un monde entraîné par un vaste courant libre-échangiste à sa source et sous un régime d'étalon-or. Ce double régime de libre-échange et d'étalon-or avait permis un essor considérable et somme toute harmonieux ; c'est que l'étalon-or est dans le domaine monétaire le corollaire du libre-échange dans le domaine économique. Etalon-or et libre-échange sont les deux faces d'une même médaille. L'étalon-or servait de régulateur automatique à l'économie. En effet, lorsqu'un pays avait à l'égard des autres une balance déficitaire, l'or avait tendance à quitter ce pays pour combler les découverts de sa balance ; cette sortie d'or provoquait une diminution de la masse monétaire et par voie de conséquence une hausse des taux de l'intérêt. L'appât d'un intérêt plus élevé suffisait à attirer des capitaux étrangers qui venaient rétablir l'équilibre. Dans des ruptures plus graves, la sortie d'or provoquait une baisse des prix des marchandises et un léger disagio sur le change (encouragement à l'exportation, frein à l'importation), alors que les pays qui recevaient cet or subissaient les effets de cet afflux sous forme d'une légère baisse de l'intérêt, d'une légère hausse de leurs prix et d'un léger agio de leurs monnaies (difficultés d'exporter, encouragement à importer). Le déficit se comblait sous l'action combinée de ces facteurs contradictoires qui tous tendaient à rétablir l'équilibre économique et monétaire sur le plan international.

Les tentatives faites après la première guerre mondiale de restaurer les monnaies furent des entreprises audacieuses. On

tendait à instituer un système fortement apparenté à l'étalon-or d'avant 1914. La Conférence de Gênes de 1924 posa les fondements du système monétaire connu sous le nom d'étalon devises-or (gold exchange standard). On se rendait compte que les masses d'or à disposition de l'économie étaient insuffisantes à elles seules à assurer la couverture des soldes des diverses balances de paiement en période de pointes. On résolut donc de donner à ce levier d'or une rallonge sous la forme de crédits en devises (dollars, livres sterling, francs français, convertibles en or). L'échec de cette tentative ingénieuse est dû à deux causes essentielles : *a)* on avait sous-estimé l'ampleur des déséquilibres qu'il s'agissait de combler ; *b)* la rallonge en devises convertibles en or, si elle ne suffisait pas à corriger le déséquilibre, était en revanche trop grande par rapport aux masses d'or disponibles pour les convertir. Au moment de l'effondrement financier de l'Autriche, suivi de celui de l'Allemagne, les possesseurs de devises or, notamment les étrangers détenteurs de livres sterling, exigèrent la conversion en or. L'Angleterre dut alors, en septembre 1930, dévaluer sa monnaie. Cette dévaluation marqua la fin du régime du « gold exchange standard ».

Pour comprendre ce qui s'est passé depuis 1930, il est utile de revenir quelque peu en arrière et de jeter un coup d'œil sur la période comprise entre 1918 et 1924. Durant cette période de déséquilibre, le commerce international était libre en principe, mais, faute d'une masse d'or suffisante, divers pays ne pouvaient effectuer leurs paiements ni en or, ni en devises à un cours fixe. Le commerce international de ces pays se faisait à des cours de change en baisse ; le mark tomba pratiquement à zéro.

La Conférence de Gênes avait tenté de rétablir un commerce international libre dont les paiements en période de pointes devaient se régler à des cours de change fixe. Après l'échec de cette tentative, à quel régime fallait-il que les pays le plus mal en point recourent ? L'effondrement de certaines monnaies avait eu des conséquences économiques et sociales trop graves pour qu'on songeât un seul instant à revenir au régime de 1918 à 1924. On adopta un système assurant la fixité des cours monétaires. On décida de ne tolérer que les opérations et que le volume d'opérations pouvant se compenser, c'est-à-dire se régler à un cours fixe. Le système de clearing ou de compensation, ce système d'équilibre

d'échanges bilatéraux, présente l'incontestable avantage d'assurer les règlements à des cours fixes, mais cet avantage est acheté au prix d'une réduction du volume des échanges. En général, ce régime de clearing ne tarde pas à s'avérer trop étroit et bon gré mal gré il faut bientôt l'assouplir. A cet effet, on introduit des délais de paiement, on permet la constitution d'arriérés qui correspondent en réalité à des crédits de l'économie nationale la plus riche à l'économie nationale la plus faible. Ce système de clearing trahit toujours la faiblesse monétaire du partenaire qui en demande l'application. Il a une tendance naturelle à se déranger, car les nationaux du pays le plus faible monétairement cherchent d'autant plus à acheter des produits étrangers, que ces produits leur reviennent bon marché, les prix se calculant sur un taux de change fictif que le pays le plus faible fixe trop haut pour des raisons de prestige. On assiste alors à une fuite des capitaux dans les marchandises.

Le régime du clearing est une solution boiteuse, qui réduit le volume des échanges ; mais il a l'avantage d'assurer la fixité du cours du change. Il peut apporter à un pays une utile période de tranquillité qui lui permet de restaurer son économie dans le calme. Presque tous les pays qui, depuis 1930, se sont trouvés dans l'obligation de choisir entre un commerce libre et des cours de change s'effritant ou des cours de change fixe et un commerce international réduit et contrôlé se sont prononcés pour le second terme de l'alternative. La guerre de 1939 n'a fait que généraliser ce système de bilatéralisme.

* * *

Quelle fut la situation de la Suisse dans ce chaos économique et monétaire ? Notre pays a réussi, à force de souplesse, à s'adapter et à rester en relations avec tous ses partenaires commerciaux. Avant la guerre de 1939, la Suisse avait une balance commerciale accusant un déficit voisin de 600 millions de francs par an. Si l'on tient compte du renchérissement qui est intervenu dès le début du conflit, on peut estimer que le déficit normal de notre balance commerciale aurait dû être de quelque 900 millions de francs par an. Pour les années de 1942 à 1946, nous aurions dû avoir un déficit global de cinq fois 900 millions, soit 4,5 milliards de francs. En réalité, ce déficit a été de 1, 1 milliard pour ces cinq années.

La différence de 3,5 milliards représente l'insuffisance de nos importations. Cette insuffisance prend toute sa signification lorsqu'on considère que par rapport à 1938 nos importations n'ont été,

en 1943, que de 46,4 % pour les denrées alimentaires et de 50,9 % pour les matières premières,
en 1944, que de 31,0 % pour les denrées alimentaires et de 33,9 % pour les matières premières,
en 1945, que de 41,2 % pour les denrées alimentaires et de 33,5 % pour les matières premières.

Si notre approvisionnement avait été normal durant les cinq années en question, la Banque nationale suisse aurait obtenu 3,5 milliards d'or de moins qu'elle n'en a reçu. Cette insuffisance de nos importations de marchandises a provoqué un accroissement de nos réserves d'or. En fait, nous constatons que l'encaisse or de notre institut d'émission a augmenté de 2 milliards, auxquels il convient d'ajouter un demi-milliard d'or stérilisé par la Confédération et 1 milliard que la Banque nationale a revendu au marché. Cet accroissement de notre réserve d'or ne constitue pas, comme l'étranger voudrait le faire croire, le bénéfice de guerre de la nation suisse ; il représente plutôt nos privations et l'épuisement de nos réserves en vivres, en matières premières et en produits de tout genre. L'étranger aurait dû nous payer en marchandises, dont nous avions le plus grand besoin ; il a préféré nous les payer en or, dont nous n'avions nul besoin. Constatons en passant qu'on nous a renvoyés, pour nos approvisionnements réduits, aux marchés les moins accessibles et les plus chers. Il serait intéressant de calculer une fois combien cela nous a coûté. Quoi qu'il en soit, nous avons payé de la sorte notre tribut de guerre ! Ce ne sont pas nos relations avec l'Allemagne qui sont cause de cette situation, car pendant la guerre nous avons tiré de notre voisin du nord pour un demi-milliard de marchandises de plus que nous ne lui en avons livré. En le privant de cette substance, nous avons aidé à la victoire des démocraties sur le national-socialisme. Aucun historien n'a encore relevé ce fait !

Ce double développement (diminution de nos stocks de tout genre, accroissement de la masse monétaire) menaçait d'écarteler notre monnaie. Il s'agissait d'aviser. La solution la plus naturelle,

la plus simple pour nos autorités eût consisté à proportionner le volume de nos exportations à celui de nos importations. Cette solution simpliste présentait des désavantages ; elle aurait provoqué le chômage dans le pays, elle nous aurait en outre valu des représentations sévères des deux groupes de belligérants, qui nous auraient accusés d'obstruction officielle à leurs échanges avec notre pays. Nos autorités ont recouru à d'autres méthodes en introduisant le rationnement, le contrôle des prix, la législation dite d'économie de guerre. La Banque nationale de son côté a agi dans le même sens, en décidant qu'elle ne convertirait comptant que 50 % des factures des exportateurs, les autres 50 % étant bloqués pour trois ans dans un compte spécial. Elle a ainsi transformé un pouvoir d'achat immédiat en un pouvoir d'achat différé. Elle a vendu de l'or au marché pour rappeler des francs à elle et les neutraliser ; elle a demandé à la Confédération de stériliser de l'or. Ces mesures n'ont guère été populaires ; l'essentiel est qu'elles aient été salutaires.

Notre balance commerciale depuis un an est anormalement déficitaire. C'est là un phénomène qui n'a rien d'inquiétant pour le moment ; nous avons si peu importé pendant la guerre qu'il est normal que nous importions davantage pendant une certaine période. La liquidité décroissante de notre marché financier mettra d'ailleurs automatiquement frein aux excès du commerce d'importation.

* * *

Les efforts de restauration entrepris après la deuxième guerre mondiale ont tendu et tendent encore à rétablir des échanges libres se réglant à des cours stables. Les commissions d'étude qui, pendant la guerre déjà, se penchaient sur ces problèmes ont cru devoir accorder la priorité aux aspects monétaires des difficultés à résoudre. Elles pensaient qu'il suffirait de normaliser les changes pour ranimer le commerce international et la circulation des capitaux. C'est dans cet esprit que fut élaboré le plan de Bretton Woods qui a créé un Fonds monétaire et une Banque de reconstruction. Le Fonds monétaire est destiné à aider un pays dont la balance des paiements souffre de difficultés saisonnières ou passagères, alors que la Banque de reconstruction peut accorder

des crédits à longs termes, capables d'améliorer la structure économique d'un pays ébranlé par la guerre. Les deux institutions de Bretton Woods se complètent fort heureusement et doivent faciliter au monde le retour à un régime normal de paiements et d'échanges. On retrouve cette même préoccupation dans le prêt que les Etats-Unis accordèrent à la Grande-Bretagne en 1946, à condition qu'elle rétablisse dans le délai d'un an la convertibilité de la livre sterling. La Suisse n'a pas adhéré au plan de Bretton Woods et ne s'est pas jointe aux efforts faits en 1947 pour assurer la convertibilité de la livre sterling. Ce n'est pas, certes, par indifférence ou hostilité aux objectifs visés, au contraire ; mais notre pays, par sa petitesse, est trop dangereusement exposé aux contrecoups des vastes opérations internationales pour pouvoir laisser déferler sur son économie les puissants courants issus des grands plans internationaux. D'ailleurs, les tentatives de restaurer la convertibilité de la livre sterling ont échoué au bout de quelques semaines et l'action de Bretton Woods n'a pas répondu jusqu'ici à l'attente. Tout comme à Gênes en 1924, on a sous-estimé la gravité des déséquilibres à corriger et de plus on s'est leurré en attribuant au facteur monétaire une puissance exagérée. La politique monétaire déploie des effets complémentaires considérables, mais non des effets fondamentaux sur l'économie. Ces remarques critiques ne veulent nullement minimiser les efforts louables qui ont été faits ; elles tendent simplement à mettre le doigt sur le point faible de ces efforts. De plus, l'action de Bretton Woods a été considérablement gênée par le fait que de nombreux Etats membres de cette institution n'ont pas pu fixer la parité juste à leur convenance ; leur économie était trop troublée pour cela. En outre, certains Etats membres de Bretton Woods ont cru, au lendemain de la guerre, qu'ils avaient intérêt à maintenir une parité provisoire trop élevée ; ils ont voulu garder « un change d'importation », pensant ainsi se réapprovisionner à meilleur compte à l'étranger. Ils ont oublié qu'un change manifestement trop élevé, s'il facilite les importations, gêne la reconstruction du pays. Il est en effet clair que si l'on peut, grâce à un taux de change arbitraire, importer des machines-outils un tiers moins cher que celles qui se fabriquent dans le pays même, les usines nationales ne peuvent se relever. D'une façon générale, le « change d'importation » (change trop élevé) établit des dualités de valeur

dont les tenants du marché noir connaissent toutes les finesses et les producteurs sérieux tous les inconvénients !

La France, entre autres pays, a recouru après la guerre à un cours d'importation de ce genre. Par sa réforme monétaire du 24 janvier 1948, elle faisait mine de renverser la vapeur et de vouloir adopter le cours d'exportation. Le bon sens français l'a emporté entre les deux tendances, puisque, avec les pays à monnaie saine, la France applique un cours moyen entre le cours libre, qui eût été un cours d'exportation, et le cours officiel, qui eût été un cours d'importation. La réforme monétaire du 24 janvier 1948 est une expression du génie français, fait d'audace et d'invention d'une part, de solidité et de stabilité d'autre part. Il reste fidèle au génie pascalien qui trouve le juste milieu entre l'esprit de finesse et l'esprit de géométrie. La tentative française est extrêmement intéressante tout à la fois par son respect des réalités et sa souplesse. Elle ne peut avoir qu'un caractère transitoire, durer quelques années, puisqu'elle ne consacre pas encore le change fixe, mais qu'elle le cherche avec habileté.

On assiste présentement à d'autres expériences monétaires intéressantes. Le « Benelux » entend rétablir la multilatéralité en matière de paiements. La Suisse suit ces efforts avec sympathie, sans s'y associer directement, car pour nous, l'adhésion au régime monétaire « Benelux » signifierait un recul, puisque le franc suisse est convertible en n'importe quelle monnaie et non seulement dans les monnaies affiliées au régime « Benelux ».

Le plan Marshall et les projets qu'il a fait naître attaquent le mal plus près de la racine et mettent en œuvre des moyens d'une tout autre ampleur. L'aide américaine a facilité à maints pays bénéficiaires de l'aide américaine la soumission à une discipline économique, financière et monétaire appropriée à leur situation. Si ces plans parviennent à consolider suffisamment la structure d'une série de pays désorganisés par la guerre, ils créeront des conditions plus favorables à la reconstitution d'un mécanisme normal des paiements internationaux. La mise en œuvre du plan Marshall me paraît avoir été accompagnée d'une regrettable erreur psychologique et économique. Il est compréhensible que le gouvernement américain, qui exige de ses contribuables un grand sacrifice en faveur de l'Europe, ait voulu faire participer de force à son action les capitaux européens réfugiés

en Amérique. La conscription de ces capitaux sème un certain désarroi qu'on aurait pu éviter, car les capitaux européens ont toujours fait leur devoir et se seraient de nouveau associés librement, avec quelque retard, à l'œuvre entreprise par le plan Marshall. Ces capitaux en s'associant librement auraient déployé une action plus féconde que ce ne sera le cas sous la contrainte.

Notre attitude à l'endroit de toutes les grandes idées de liberté économique et de restauration monétaire est quelque peu réservée. On s'en est formalisé parfois à l'étranger, à tort d'ailleurs. Nous sommes un trop petit pays pour jouer un rôle actif. Dans un monde en plein déséquilibre, nous sommes une minuscule oasis équilibrée. Notre économie est une montre aux rouages très fins et délicats, nous sommes un laboratoire. Notre délégation à la Havane a tenté avec un certain succès de faire comprendre au monde que nous aimions l'air frais, mais que nous n'entendions pas nous exposer aux tempêtes soulevées par les grands courants océaniques. Nous entendons rester les maîtres de notre économie et de la structure de cette économie. On nous reproche parfois de vouloir imposer notre production de luxe à un monde appauvri. Mais quelques heures après nous avoir reproché notre industrie de luxe, on nous demande nos broderies qui ont aidé à pacifier un empire colonial. Les femmes musulmanes entendent se présenter à la mosquée avec des dentelles décentes — ce qui leur fait honneur. A la fin de la guerre, elles entendaient renouveler ces dentelles ; si on les leur avait refusées, la révolution eût grondé et rien n'est plus dangereux qu'une révolution fomentée par les femmes ! Elles ont, je me plais à le reconnaître, souvent raison. On peut prétendre, sans s'exposer au ridicule, que le tourisme anglais en Suisse est un élément puissant qui anime actuellement l'économie anglaise.

La Suisse n'a d'ailleurs pas offert que ses objets de luxe à l'étranger; elle lui a accordé des crédits considérables, relativement plus considérables que le plan Marshall ; ces crédits ont servi à acheter des machines-outils, des médicaments, des biens de production et de reconstruction. Nous coopérons très largement à la reconstruction du monde, auquel nous donnons, en plus, une large part de biens utiles, une part indispensable d'agréments. Nous aidons au monde à conserver une civilisation digne de ce nom !

En revanche, nous exigeons qu'on tienne compte de notre situation spéciale de petit pays.

* * *

En matière de conclusion, souvenons-nous que le monde a vécu de 1845 à 1914 une période de plein essor sous un régime de libre-échange et de cours fixes de change, de 1918 à 1924 une période de désagrégation sous un régime de libre-échange et d'instabilité des cours de change, de 1924 à 1930 une période prospère sous un régime de libre-échange relatif et de cours de change stables, mais d'une stabilité précaire qui a conduit à l'effondrement de 1930. De 1930 à nos jours, on vit sous un régime d'échanges restreints et contrôlés se dénouant à des cours de change fixes, qui entrave l'essor économique, mais prévient le chaos. Dans le déséquilibre consécutif à la guerre, dans l'état général d'instabilité, il est impossible d'atteindre l'optimum, l'état parfait, soit des échanges libres se dénouant à des cours de change stables et sur des bases solides. Des gens bien intentionnés — l'Enfer n'est-il pas pavé de bonnes intentions — proposent que la Suisse rétablisse immédiatement l'étalon or. Ils oublient simplement que l'étalon or doit être par définition un régime international qu'un Etat ne peut pas pratiquer à lui seul. La presse nous dit: délivrez au moins le marché du dollar de ses entraves. La Banque nationale a confiance dans le dollar, mais croit devoir maintenir une certaine règlementation. Pourquoi ? C'est qu'entre le dollar, monnaie d'un pays immensément riche et puissant, peuplé de 150 millions d'habitants, et le franc suisse, monnaie solide d'un pays pauvre, habité par 4 millions d'âmes, il n'y a pas, en temps troublés, de rapport normal. Nous sommes, peut-on dire, en présence d'un bicycle 1890, dénommé kangourou. Quand la grande roue fait un quart de cercle, la petite roue fait 50 tours pour la suivre. En termes monétaires, quand les Etats-Unis perdent 100 millions de dollars qui viennent se réfugier en Suisse, leur économie ne s'en aperçoit même pas. En Suisse, cet afflux de 400 millions de francs trouble profondément l'économie. Nous devons pouvoir accepter le seul afflux qui ne désorganise ni nos marchés financiers ni notre monnaie. Nous ne laissons pas s'échauffer le moyeu de la petite roue au point où ce moyeu se grippera. Lorsque nous

lisons dans la chronique financière d'un journal suisse des phrases indignées parce que le capitaliste suisse « doit » changer ses dollars au marché libre à 4,05, alors que le touriste américain « peut » changer ses dollars au marché officiel à 4,28, nous pensons que le chroniqueur ne connaît pas la langue française ; car personne, en effet, n'oblige le capitaliste à changer ses dollars en francs. Il *peut* et ne doit pas le faire, alors que le touriste américain non seulement peut, mais *doit* changer ses dollars pour payer son séjour chez nous !

Le monde a un but : revenir à des échanges libres se réglant à des cours stables. C'est beaucoup de savoir ce qu'on veut. Ce but, on est encore loin de l'avoir atteint, on est en période de convalescence. On peut avoir confiance, car l'élan de la vie triomphe toujours des erreurs des hommes, cet élan se déploiera dans la liberté, condition normale de la vie, et cette liberté ne peut porter ses fruits que dans la justice; or la garantie de la justice économique, c'est la monnaie saine que le monde tend de tous ses efforts à créer. Souhaitons que cette tentative soit couronnée de succès.

PAUL ROSSY.